



## ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le Fort Angrignon devra fermer ses portes le 31 décembre après 16 années d'activité.

## Le Fort Angrignon ferme ses portes

Ce centre de loisirs subit les contre-coups de compressions budgétaires

JEANNE CORRIVEAU

Le Fort Angrignon, qui offre depuis 16 ans des activités d'animation aux groupes scolaires et aux enfants de garderies de la région montréalaise, fermera ses portes le 31 décembre prochain en raison des compressions budgétaires imposées par la Ville de Montréal. L'organisme sans but lucratif qui gère le Fort Angrignon se dit victime d'une querelle politique entre l'arrondissement du Sud-Ouest et la ville centre.

En septembre dernier, l'arrondissement du Sud-Ouest avait annoncé qu'un manque à gagner de 2 millions l'obligeait à fermer des bâtiments municipaux dont il assurait l'entretien, mais qui appartenaient à la ville centre. Le bâtiment du Fort Angrignon faisait partie du lot.

Le maire du Sud-Ouest, Benoît Dorais, a indiqué hier au *Devoir* que le Fort Angrignon avait une vocation régionale et que l'arrondissement n'avait plus les moyens d'assumer les coûts d'entretien de l'immeuble.

«Ca nous coûtait 265 000 \$ annuellement pour que l'organisme loge dans cet immeuble. Or, plus de 80 % de la clientèle venait de l'extérieur de l'arrondissement», a-t-il souligné.

Les dirigeants de l'organisme tentaient depuis trois mois d'obtenir un sursis et avaient entrepris des pourparlers avec l'arrondissement et la ville centre, mais mercredi, ils ont appris qu'ils devaient se résigner à quitter les lieux. «On est conscient que c'est un bâtiment qui coûte cher à chauffer et à administrer. Mais ces six mois de sursis nous auraient permis trouver un autre local et d'y installer nos équipements», explique le coordonnateur du Centre d'animation du parc Angrignon (CAPA), Vincent Grenier. On ne déménage pas trois-quatre bureaux. On a un labyrinthe de cinq étages en bois et des structures fixes qui sont immenses.»

Il estime que le Fort Angrignon, qui employait une trentaine de personnes, a fait les frais d'une guerre entre la ville centre et l'arrondissement. M. Grenier a même rencontré le président

du comité exécutif de la Ville, Michael Applebaum, mais il s'est buté aux règles rigides qui encadrent la gestion des immeubles à la Ville.

Il faut par ailleurs préciser qu'un litige concernant les taxes municipales est venu compliquer la situation. Le CAPA devait une somme de 250 000 \$ à la Ville pour des taxes non payées. Invoquant sa vocation éducative, l'organisme alléguait qu'il devait être exempté de taxes et l'affaire s'est retrouvée en cour. Plus tôt cette semaine, la Cour supérieure a rendu sa décision et a réduit cette dette à 100 000 \$, soit les taxes dues pour la période 2007-2009.

Les responsables du Fort Angrignon ont omis de mentionner ces arrangements de taxes lorsqu'ils ont rencontré Michael Applebaum pour lui demander un sursis. Benoît Dorais croit qu'ils n'ont pas aidé leur cause en taisant cette information. Vincent Grenier, lui, réplique que cela ne changeait rien à l'affaire. «On avait l'intention de rembourser ces taxes», a-t-il dit.

**Le CAPA devait une somme de 250 000 \$ à la Ville pour des taxes non payées**

Le Devoir

Pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine

## La réouverture du tunnel est devancée

L'enlèvement des paralumes au tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine progresse un peu plus vite que prévu, ce qui fait que sa réouverture en direction de la Rive-Sud se fera au plus tard en matinée aujourd'hui plutôt qu'en soirée, promettait hier le ministre des Transports du Québec (MTQ).

Le ministre s'était donné une marge de manœuvre en cas d'imprévu et aucun pépin n'a été rapporté lors des travaux, ce qui explique que l'enlèvement des paralumes en direction sud prendra au bout du compte quelques heures de moins que prévu.

«On s'est rendu compte que ça va quand même rondement, les travaux d'enlèvement des paralumes en direction sud. À la base, on prévoyait une réouverture le 24 décembre à 23h. On va devancer cette réouverture-là. Elle va se faire en matinée [aujourd'hui], a résumé hier après-midi la porte-parole de Transports Québec, Caroline Larose.

Le ministre des Transports (MTQ) a toutefois avisé qu'il ferait de 23h hier à 11h aujourd'hui le tunnel en direction de Montréal afin de parachever des travaux d'inspection et de sécurisation des paralumes à cet endroit. L'enlèvement proprement dit des paralumes en direction nord se fera plus tard en janvier, a précisé Mme Larose. Présentement, en direction nord, d'ici ce midi, le ministre s'affaire à «sécuriser les poutrelles qui pourraient présenter des dommages», a précisé Mme Larose.

Les paralumes sont des pièces de béton ajourées qui permettent d'atténuer l'éblouissement du conducteur qui passe d'une zone sombre à une zone très éclairée.

Pendant la fermeture du pont-tunnel, le ministre invite ceux qui ont à se déplacer vers l'est du Québec ou depuis l'est du Québec vers Montréal à emprunter l'autoroute 40 plutôt que l'autoroute 20. «J'ai parlé

avec les gens de la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain et ce qu'on m'a dit, c'est qu'on ajusterait les voies sur Jacques-Cartier en fonction des débits de circulation. Il y aura des gens qui seront présents pour s'assurer que si, par exemple, le trafic est plus lourd en direction de la Rive-Sud, on ait trois voies en direction de la Rive-Sud, ou inversement, si on voit que ce sont plutôt les gens de la Rive-Sud qui veulent entrer à Montréal, on mettra trois voies en direction de Montréal», a indiqué la porte-parole du ministre.

Le MTQ a fait cette mise à jour sur l'état d'avancement des travaux après que d'importants problèmes de congestion eurent été rapportés depuis la fermeture d'urgence mercredi soir du tunnel pour enlever ces paralumes ou les sécuriser.

**Les services techniques de la Ville ont été avertis à la dernière minute**

**Élus et non-élus mécontents**

Ces interventions d'urgence sur le pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine ont irrité le maire de Montréal, Gerald Tremblay, mécontent que la Ville et les Montréalais aient été prévenus à la dernière minute par le ministre des Transports.

«Ces entraves majeures ont des impacts considérables sur les déplacements des usagers de la route et sur l'économie de la métropole, surtout en cette période des Fêtes, où l'activité économique des commerces roule à plein régime. Comment se fait-il que les services techniques de Ville de Montréal aient été avertis à la dernière minute de la réalisation de ces travaux?» s'interrogeait hier le maire Tremblay. «C'est inacceptable et irrespectueux pour les Montréalais et la métropole. Cette situation ne doit plus jamais se répéter», a-t-il pesté.

Abondant dans le même sens, la chef de l'opposition officielle, Louise Harel, jugeait hier que les Montréalais se sont retrouvés «en plein chaos parce que rien n'a été planifié».

Le Devoir

Avec La Presse canadienne

Problèmes de régimes de retraite

## Gérald Tremblay préfère le dialogue à l'affrontement préconisé par Labeaume

JEANNE CORRIVEAU

Gérald Tremblay estime que le problème des régimes de retraite des employés municipaux est trop urgent pour qu'on engage un «débat national» sur la question comme le suggère son homologue de Québec, Régis Labeaume. Selon lui, mieux vaut donner une chance à la négociation avec les syndicats avant de brandir la hache de guerre. En cas d'échec, le gouvernement devra trancher rapidement, dit-il.

En marge du dépôt du budget de la Ville lundi, le maire Régis Labeaume avait réclamé la tenue d'un débat de société sur les coûteux régimes de retraite qui, tôt ou tard, conduiront les villes à la catastrophe, avait-il soutenu. «Il va y avoir là-dedans un rapport de force qui fait en sorte qu'on aura besoin des payeurs de taxes avec nous autres. Pour avoir les payeurs de taxes avec nous autres, il faut qu'ils comprennent la situation. C'est pour ça que je demande un débat», avait-il dit.

Il est inutile de tenir un débat sur ce sujet, rétorque Gérald Tremblay. «Ca ne prend pas un débat national pour comprendre que les gens prennent leur retraite à 52 ans et que leur vie de retraité est aussi longue que leur vie de travailleur», a indiqué le maire Tremblay au *Devoir* hier. Selon lui, les solutions sont déjà toutes trouvées: il faudra repousser l'âge de la retraite et établir un partage plus équitable des cotisations et de la gestion des risques entre les villes et les employés.

Seulement, ajoute-t-il, il vaudrait mieux tenter de s'entendre avec les syndicats avant de demander l'intervention de Québec. Les relations de travail sont d'ailleurs plus tendues à Québec

qu'à Montréal, où des pourparlers sont déjà engagés avec certains syndicats. «Moi, je ne suis en pas en guerre avec mes employés et les syndicats», dit le maire. Au contraire, on a réussi à Montréal depuis 10 ans à développer, dans le respect mutuel, une collaboration et on travaille ensemble. C'est dans cette optique-là qu'on négocie.»

Si toutefois les résultats n'étaient pas obtenus dans de «courts délais», Montréal demanderait à Québec de légiférer, a précisé M. Tremblay. S'il ne fixe pas d'échéancier, il souligne néanmoins qu'il faudra régler le problème avant le prochain budget.

Le maire Tremblay ne veut pas faire un débat entre les villes de Montréal et de Québec, mais il n'a guère apprécié les propos du maire Labeaume qui, dans *Le Journal de Québec* d'hier, soutenait que les élus «papotaient» depuis quatre ans au sujet des régimes de retraite sans résultat et que le maire de Montréal avait de «vieux réflexes de politicien» lorsqu'il rejetait l'idée d'un débat national sur la question.

Au cabinet du ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, on s'est dit surpris par les déclarations du maire de Québec. «La sortie du maire Labeaume nous a beaucoup étonnés. Le problème est préoccupant et c'est correct que le maire veuille en venir à bout, mais on est déjà en mode solution», a expliqué Julie Boivin, attachée de presse du ministre, en rappelant qu'un comité créé au printemps dernier et réunissant notamment l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités, les villes de Montréal et de Québec planchait déjà sur la question.

Le Devoir

SOLDES APRÈS-NOËL

15% à 60%\* de rabais sur toute la marchandise jusqu'au 2 janvier 2012

\*Excluant les collections printemps 2012 et les manteaux Canada Goose.

Aquascutum  
Barbour  
Bogner  
Boss Black  
Boss Green  
Brax  
Bugatti  
Burberry  
Casamoda  
Chevignon  
Dormeul  
Façonnable  
Jack Victor  
John Smedley  
Kenzo  
Klauss Boehler  
M.E.N.S.  
Michael Kors  
Pal Zileri  
Paul & Shark  
Polo Ralph Lauren  
Robert Graham  
Robert Talbot  
Schneiders  
Strellson  
Ted Baker  
Tomolini  
Victorinox  
Viyella

ACCESSOIRES D'HIVER  
CHAUSSURES ET  
BOTTES D'HIVER

26 décembre de 13 h à 21 h  
27 décembre de 10 h à 18 h

Retouches gratuites sur articles à moins de 50% de rabais.

OGILVY  
monsieur

ESPACE HOMME AU 4<sup>e</sup>  
1307, rue Sainte-Catherine Ouest  
514.845.4742  
ogilvycanada.com

MODE & BEAUTÉ & BIEN-ÊTRE  
Les incontournables

Fait à la Découverte du St-Christophe

- Une nuitée
- Déjeuner complet pour 2
- Souper Table d'Hôte Découvertes pour 2
- Deux massages de 60 min. \*

**SUPER PROMO\* 269\$**

\* Taxes en sus. À partir de.

Le Piccolo 450 405-4782 | hotelstchristophe.com  
255, rue Denison Est, Granby, Québec J2H 2R4

EVEREST  
CHERRAKA  
Joaillerie - Bijouterie Depuis 1950  
8910, boulevard Lajeunesse, Montréal (514) 388-5358

ROLEX

POUR ANNONCER DANS CE GROUPEMENT, COMMUNIQUEZ AVEC  
RAPHAËLE SIRHAN DANEAU AU 514 985-3502 OU RDANEAU@LEDEVOIR.COM

# ACTUALITÉS

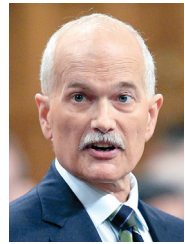
## Stephen Harper dit s'ennuyer de Jack Layton

STEPHANIE LEVITZ

Ottawa — Alors que les Canadiens se remémorent l'année politique qui vient de s'écouler, la mort du chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, laisse certainement un vide. Et ce ne sont pas seulement ses militants qui s'en ennuiant.

Alors qu'il recevait des journalistes chez lui pour sa réception annuelle de Noël, plus tôt cette semaine, le premier ministre Stephen Harper a dit qu'il s'ennuyait lui aussi de Jack Layton à la Chambre des communes.

Leur dernière joute oratoire s'est produite en juin, lorsqu'ils se sont retrouvés au Parlement pendant trois journées consécutives en raison du blocage du NPD à propos d'un projet de loi destiné à mettre fin au conflit de travail chez Postes Canada.



Jack Layton

Au moment où le débat commençait à avoir raison de la volonté des députés, M. Harper a traversé la Chambre pour s'asseoir auprès de M. Layton et les deux hommes ont discuté de choses et d'autres pendant quelques minutes. Le premier ministre s'est plus tard souvent qu'ils avaient abordé des sujets politiques, mais aussi personnels. Il n'y a désormais plus personne avec qui débattre sur les banquettes de l'opposition, a expliqué M. Harper aux journalistes réunis dans le salon du 24 Sussex.

Le premier ministre a précisé qu'il s'ennuyait non seulement de M. Layton en tant que politicien, mais aussi en tant qu'être humain. Les deux hommes partageaient plus que de l'amour pour la politique. Tous deux étaient aussi des musiciens passionnés. Lorsque M. Layton a démissionné de son poste de chef en juillet pour combattre un nouveau cancer, il a choisi la nouvelle députée Nycole Turmel en tant que chef intérimaire.

Au dire d'Anne McGrath, qui a été la chef de cabinet de M. Layton et qui occupe désormais le même poste auprès de la chef intérimaire du NPD, Nycole Turmel, il était clair que MM. Harper et Layton se comprenaient. «On constatait un certain niveau de respect, at-elle déclaré. Ils comprenaient également le monde politique et le but de leurs rencontres. Ils savaient quand il y avait lieu d'aller au-delà des positions partisanes et quand ce n'était pas possible.»

La Presse canadienne

## Paola Ortiz obtient son certificat de sélection de Québec

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Trois mois après que le gouvernement fédéral l'eut expulsée vers le Mexique, Paola Ortiz, mère de deux enfants nés au Canada, a obtenu cette semaine son certificat de sélection du ministère du Québec (CSQ).

Son CSQ en main, elle «supplie» maintenant le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, Jason Kenney, de lui octroyer un permis de résidence temporaire afin de rentrer au pays où l'attendent ses enfants; Kinich et Dennyse, qui sont âgés respectivement de deux et cinq ans. Tous deux étaient restés derrière elle au Québec au moment de son expulsion le 23 septembre dernier.

En 2006, Paola Ortiz avait fui le Mexique pour le Québec afin d'échapper aux sévices que lui infligeait son partenaire de l'époque, un officier de la police fédérale mexicaine.

Plus de 20 groupes communautaires de défense des droits des femmes et des droits de la personne, dont Solidarité sans frontières, s'étaient rangés à ses côtés, exhortant le gouvernement fédéral de ne pas expulser Mme Ortiz, installée au Canada depuis six ans. Rien n'y a fait, elle est conduite à l'aéroport Montréal-Trudeau par des agents d'Immigration Canada, forcée d'y prendre un vol en direction de Mexico.

Depuis son retour dans la mégapole mexicaine, la diplômée en architecture de l'Université de Mexico vit dans la crainte que son ex-conjoint tombe sur elle, selon son avocat.

«Parmi les pays occidentaux, le Canada est un des plus déplorables en ce qui concerne la déportation des parents non citoyens avec des enfants canadiens, et conséquemment la destruction de maintes familles, a déclaré par voie de communiqué M<sup>e</sup> Stewart Istvanffy, qui est spécialisé en droits de l'immigration. On a un gouvernement qui se targue d'être le défenseur des valeurs familiales, mais où se trouve ce dévouement à la vie familiale? C'est de la pure hypocrisie.»

Dimanche dernier, environ 30 personnes ont réclamé haut et fort devant le Complexe Guy-Favreau à Montréal l'arrêt des expulsions et la régularisation du statut migratoire de tous les Mexicains vivant au Québec. À l'occasion de la Journée internationale des migrants, les manifestants réunis sous la bannière de l'organisme Mexicains unis pour la régularisation dénonçaient l'hypocrisie du gouvernement fédéral qui expulse les sans-papiers en arguant l'absence de danger au Mexique, mais met en garde ses propres citoyens contre «le niveau élevé de criminalité» qui y règne, suggérant à ses voyageurs d'«éviter tout voyage non essentiel» le long de la frontière mexicano-américaine.

Le Devoir

## La survie du cégep Gérard-Godin menacée

Croulant sous le poids de son déficit, l'établissement affirme qu'il ne survivra pas aux coupes de 19,5 millions exigées par le ministère de l'Éducation

LISA-MARIE GERVAIS

Déficitaire, le cégep Gérard-Godin, seul cégep francophone de l'ouest de l'île de Montréal, pourrait être contraint de fermer ses portes. Selon son directeur général, Christian Roy, ce petit collège de 1100 étudiants ne survivra pas aux coupes de 30 millions (réduites à 19,5 millions par la suite) qu'a imposées le ministère de l'Éducation, en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire au gouvernement.

«Est-ce que vous voulez qu'on disparaisse? C'est ce qu'on dit au ministère. Je viens de récrire à la ministre pour lui demander c'est quoi ses attentes et son plan. S'ils pensent qu'on est mieux de fermer, qu'ils le disent», a dit M. Roy, visiblement exaspéré.

Déjà aux prises avec un déficit de 770 000 \$, la part de compressions que devra absorber le cégep Gérard-Godin, si l'exercice est mené de façon paramétrique (au prorata du nombre d'étudiants), soit 166 000 \$, creuserait un déficit impossible à rattraper à court terme. «Pour la plupart des 48 cégeps, ce montant n'est pas grand-chose, mais pour les petits collèges en déficit comme nous, c'est pas possible. Ça nous prendrait dix ans à retourner à l'équilibre budgétaire», a-t-il indiqué en disant craindre pour la qualité de la formation.

### Le casse-tête paramétrique

Deux autres cégeps, de Maisonnette et de Gaspé, sont dans le rouge, mais pour diverses raisons, ne craignent pas autant pour leur survie, croit M. Roy. «Le cégep de Gaspé ne peut pas fermer, il n'y en a pas d'autres dans la région. Ça deviendrait politique. Mais moi, je ne peux pas dire à la ministre de me mettre sous tutelle. Il y a plein d'autres cégeps sur l'île de Montréal. Certains vont dire "pourquoi on le maintient en vie s'il n'est pas rentable?"»

Tout a commencé lorsque, sommée par sa collègue au Conseil du trésor de réaliser des écono-



SOURCE MARC CRAMMER

Le cégep Gérard-Godin est le seul établissement collégial francophone de l'ouest de l'île de Montréal.

mies dans son réseau, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a demandé aux cégeps de couper à même leurs fonds de réserve, d'autant que la loi leur interdit de faire des profits ou des déficits. Ces surplus étaient des sommes, entre autres versées par le fédéral pour l'éducation supérieure et la rénovation des bâtisses, que certains cégeps avaient décidé de ne pas utiliser immédiatement.

Mais la Fédération des cégeps, qui représentent 48 collèges, a bataillé ferme et a alors proposé que les montants de la compression soient retranchés à même les prochains budgets de fonctionnement de tous les établissements, y compris ceux en déficit. En désac-

cord, le directeur général du cégep Gérard-Godin a interpellé le ministre Beauchamp. Sensible aux arguments de ce dernier, elle a exigé une entente à l'unanimité des conseils d'administration des cégeps pour donner le feu vert à des coupes paramétriques.

Et voilà que point d'unanimité il n'y a, puisque le cégep Gérard-Godin, devenu le «bum de Montréal» comme le dit lui-même Christian Roy, est le seul à s'opposer. «Certains m'ont dit qu'en refusant les compressions paramétriques, je mettais en péril le réseau collégial, s'est-il étonné. Je comprends que certains cégeps, qui ont réussi à accumuler des surplus, veulent pouvoir continuer à bien faire profiter leur institution, mais de là à dire qu'on brise la solidarité...»

### Seul cégep francophone

Rien pour rassurer M. Roy, la Fédération des cégeps aurait été informée que le ministère de l'Éducation va quand même procéder à des ponctions de façon paramétrique, et ce, dès janvier. «Ce qu'on ne comprend pas, c'est pourquoi, tout d'un coup, le ministère va contre ce que dit la ministre. Pourquoi on nous a demandé d'aller demander l'avis de nos C.A. si finalement on se fait couper quand même», a-t-il déploré.

Cet ancien consultant spécialisé en développement stratégique chez SECOR trouve dommage qu'un tel établissement, aussi petit soit-il, disparaisse du paysage à prédominance anglophone et allophone de l'Ouest-de-l'Île. «Une institution qui préserve la culture francophone comme Godin, c'est fondamental dans l'Ouest-de-l'Île. Je ne comprends pas qu'on ne veuille pas préserver cet équilibre-là, a soutenu M. Roy. On ne pourra pas gagner cette bataille-là si personne ne nous aide.»

Le Devoir



CHRIS WATTIE REUTERS

Stephen Harper profite de Noël pour véhiculer les mêmes messages politiques que le gouvernement conservateur martèle depuis son élection du 2 mai dernier.

## Noël selon le chef conservateur

Le premier ministre profite de l'occasion pour parler d'économie et de création d'emplois

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Que célèbre-t-on exactement quand on fête Noël? La naissance de Jésus le Christ? L'arrivée du Fils sauveur? À la rigueur, le solstice d'hiver souligné par les ancêtres païens? Rien de tout cela pour le premier ministre Stephen Harper. C'est plutôt l'occasion de parler de la situation économique canadienne, de vanter la création d'emplois et de remercier les «hommes et femmes qui portent l'uniforme».

Le bureau du premier ministre a envoyé hier la déclaration de Noël officielle de Stephen Harper. «Noël est une occasion de se réunir en famille et entre amis et pour regarder le passé avec reconnaissance, et de se tourner vers l'avenir avec espoir. Malgré l'instabilité mondiale qui persiste, l'économie du Canada a donné de bons résultats comparativement à celle d'autres pays. Notre pays est plus confiant et plus uni que jamais. Notre gouvernement va continuer à travailler fort pour créer des emplois et stimuler la croissance économique. Nous allons aussi continuer à promouvoir ce qui nous unit comme Canadiens. Pendant la période des Fêtes, n'oublions pas ceux qui sont moins privilégiés. Pensons avec gratitude aux hommes et aux femmes qui portent notre uniforme. Et soyons reconnaissants pour ce grand pays, le Canada.»

«Pensons avec gratitude aux hommes et aux femmes qui portent l'uniforme»

Le communiqué de presse reprend essentiellement les messages politiques que le gouvernement conservateur martèle depuis son élection du 2 mai. Cela tranche avec les déclarations officielles que fait M. Harper à l'occasion des fêtes religieuses d'autres groupes.

Pour célébrer Hanoukka, la fête juive, M. Harper a fait parvenir mardi cette déclaration beaucoup plus ancrée dans la symbolique religieuse: «Il y a plus de deux mille ans, un petit groupe de croyants juifs a surmonté l'adversité et courageusement vaincu et repoussé ses oppresseurs, libérant Jérusalem et reprenant possession de son Temple sacré. Alors qu'ils procédaient à la reconsecration du Temple, un deuxième miracle s'est produit: une petite quantité d'huile tout juste suffisante pour une nuit a brûlé pendant huit jours. Depuis ce temps, en souvenir de ces miracles, le peuple juif du monde entier célèbre la sainte tradition de Hanoukka, la fête des Lumières, qui s'étend sur huit jours.»

Le communiqué continue: «Symbole du triomphe de la lumière sur les ténèbres, de la liberté sur l'oppression et de la tolérance sur la persécution, cette célébration nous rappelle que des miracles peuvent se produire même dans les moments les plus sombres, et que la justice doit toujours vaincre la tyrannie. Hanoukka nous rappelle aussi que chez nous, au Canada, nous

sommes vraiment privilégiés de vivre dans une société libre, juste et tolérante, une société qui s'est enrichie des innombrables contributions et réalisations de la communauté juive du Canada.»

### Autres fêtes religieuses

Même déclaration sentie pour les hindous le 25 octobre dernier à l'occasion de Diwali. «En cette journée importante, le triomphe du bien sur le mal. C'est l'occasion de se rassembler en famille et entre amis pour réfléchir sur les événements de l'année écoulée et les aspirations de chacun pour l'avenir. C'est également l'occasion de rendre grâce pour les bienfaits qui nous sont accordés et de penser à aider nos prochains dans le besoin.»

Aux musulmans célébrant la fin du ramadan, M. Harper avait dit en août: «En cette journée importante, les musulmans du Canada et du monde entier marquent la fin du ramadan en célébrant l'Aïd al-Fitr — la fête qui marque la rupture du jeûne du mois de ramadan et le début d'un festin qui s'étend sur trois jours. Dans diverses communautés partout au Canada, les musulmans célèbrent ce moment de joie et de compassion en compagnie de leur famille et de leurs amis en se réunissant pour prier, donner aux moins fortunés et échanger des cadeaux. Les Canadiens sont fiers de vivre dans un pays riche de cultures et de religions du monde entier, un pays où l'on apprend les uns des autres et où l'on travaille ensemble à construire un Canada plus pacifique, plus prospère et plus uni.»

Le Devoir

# INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES

ENTREVUE AVEC RORY STEWART

## Leçons de réalisme

Le député britannique Rory Stewart s'est forgé une réputation d'homme de terrain, ce qui lui a valu le surnom de « Lawrence d'Arabie du XXI<sup>e</sup> siècle »

Il y a eu l'Afghanistan, puis l'Irak et la Libye. Avant, il y avait eu la Bosnie et le Kosovo. On lorgne aujourd'hui la Syrie du coin de l'œil. Certaines interventions de la communauté internationale ont été un succès, d'autres, un échec. Y a-t-il une recette universelle pour réussir ces grandes expéditions des temps modernes? Non, répond en entrevue au Devoir le jeune député britannique Rory Stewart, surnommé le « Lawrence d'Arabie du XXI<sup>e</sup> siècle », dans son plus récent ouvrage, *Can Intervention Work?*, coécrit avec Gerald Knaus (W.W. Norton & Company). Car les différences d'un cas à l'autre et les limites intrinsèques à l'interventionnisme sont beaucoup plus importantes que les capitales occidentales veulent bien l'admettre. Et le cas afghan en est l'illustration.

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY

Rory Stewart s'est élevé à répétition contre l'augmentation du nombre de soldats en Afghanistan. Les premières fois en 2005, alors que l'administration Bush a commencé à y renforcer la présence américaine, et ensuite lorsque Barack Obama a pris le pouvoir. De 38 000 qu'ils étaient, en janvier 2009, le président américain a porté le nombre de militaires en Afghanistan à près de 100 000. Ce n'est que depuis l'été dernier que les Américains ont commencé à plier bagage. Sauf avis contraire, ils devraient avoir quitté le sol afghan en 2014.

Pour le député britannique conservateur de 38 ans, l'intervention en Afghanistan est un échec au ralenti, et la décision de rapatrier les troupes est la meilleure stratégie adoptée depuis longtemps. «Oui, je crois qu'il est très im-

portant de réduire le nombre de soldats en Afghanistan, affirme au téléphone Stewart, joint dans ses bureaux au Royaume-Uni. Cela ne signifie pas qu'on doit quitter complètement le pays. Mais on doit arrêter les opérations de contre-insurrection. Nous pouvons continuer à offrir un appui aérien, nous pourrions

au Monténégro. Administrateur international, il a été gouverneur adjoint de deux provinces irakiennes sous l'Autorité provisoire de la coalition. Universitaire, il a été titulaire du Carr Center for Human Rights à Harvard, un poste qu'avait précédemment occupé Michael Ignatieff.

Sur l'Afghanistan, le jeune iconoclaste est d'abord et avant tout un randonneur qui a traversé le centre du pays à pied tout juste après le renversement du régime des talibans en 2001.

**Trop confiants, trop abstraits, ignorants**  
Son récit de voyage a d'ailleurs été consigné dans son ouvrage *The Places in Between*, que le *New York Times* a élu l'un des 10 meilleurs livres de 2006. Maîtrisant le dari, l'une des deux langues officielles d'Afghanistan, il a aussi mis sur pied la fondation Turquoise Mountain,

dont le mandat est de revitaliser l'art traditionnel et les quartiers historiques du pays. Les problèmes qui accablent l'Afghanistan selon Stewart sont essentiellement les mêmes que recense la communauté internationale: absence d'un gouvernement central fort et légitime, pays pauvre manquant de leviers pour se développer, interférence dangereuse des pays voisins comme le Pakistan... «Mais il y a des choses sur lesquelles nous, en tant qu'étran-

gers, avons une influence nulle ou très limitée», dit-il. Comme le suggère le titre de son ouvrage coécrit avec un collègue de Harvard, *Can Intervention Work?*, Rory Stewart avance que l'ultime question n'est pas de savoir si intervenir relève d'un quelconque devoir moral, mais bien de voir si la chose est possible. Trop souvent, dit-il, les décideurs de la commu-



Kaboul, Afghanistan. Rory Stewart pose devant un bâtiment en rénovation qui abrite les bureaux de la Fondation Turquoise Mountain, une ONG fondée en 2006 pour laquelle il a agi à titre de directeur général jusqu'en 2010. L'organisme caritatif œuvre à maintenir et renforcer la culture afghane.

LANA SLEZIC PANOS PICTURES

nauté internationale pèchent par excès d'optimisme dans leurs ambitions, élaborent des plans trop abstraits et ignorent la réalité du contexte particulier dans lequel ils interviennent.

Or, ce qui fonctionne en Bosnie ne s'applique pas nécessairement à l'Afghanistan, et vice-versa. La recette universelle de l'interventionnisme, qui fonctionnerait partout

en dépit des différences locales, est une chimère. En Afghanistan, l'interventionnisme à l'occidentale a tout de même remporté quelques victoires, nuancées. Pendant les deux premières années, la banque centrale a été mise sur pied, la monnaie stabilisée, les soins de santé améliorés, des routes, des ponts et des écoles ont été construits, le

réseau de télécommunications développé... Mais tout cela était d'ordre technique, facilement réalisable à partir d'un savoir générique.

L'erreur, poursuit-il, réside dans la volonté qui a suivi d'implanter une «solution durable», soit construire un État central fort. Au lieu de se limiter à des missions ciblées de contre-terrorisme contre

al-Qaïda et au développement, la communauté internationale a dès lors voulu s'attaquer aux causes fondamentales de la faiblesse de l'État et au conflit avec les talibans.

C'est à partir de ce moment qu'elle s'est butée aux réalités locales. «Plus les décideurs internationaux se sont rapprochés des véritables structures [sociales et politiques] et des formes de résistance dans la vie rurale afghane, pire ils ont fait», dit-il.

**Max Weber en Afghanistan**

L'ignorance et l'isolation physique des étrangers sont parmi les pires maux dont souffre la communauté internationale d'aujourd'hui, selon Stewart. En neuf ans, il dit n'avoir rencontré aucun représentant étranger d'importance capable de maîtriser l'une des langues d'usage en Afghanistan.

Au sein du service extérieur britannique, par exemple, la connaissance approfondie d'une langue ou de la culture locale n'est plus un critère de promotion ou d'em-

bauche, regrette-t-il, comme ce fut déjà le cas.

Physiquement, les étrangers sont limités dans leurs mouvements et barricadés dans des immeubles ultrapro-

tégés. Les Occidentaux sont-ils devenus allergiques au risque? «Je ne crois pas que nous manquions de courage, répond le député au bout du fil. Il y a beaucoup de courage chez les individus. Mais je crois en effet que sur le plan institutionnel, nous sommes devenus allergiques au risque. Nos bureaucraties le sont. Elles n'ont pas d'initiative, elles sont très inquiètes au sujet de leurs obligations légales et de la sécurité. Les individus veulent prendre des risques, mais nos gouvernements les en empêchent: leurs séjours sont trop courts, les contraintes de sécurité trop grandes, l'accent n'est pas assez mis sur les connaissances linguistiques et sur les régions rurales. Leur approche est trop théorique.»

Stewart donne en exemple l'application de l'approche DDR (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion), dont l'objectif est de désarmer pour de bon les milices en Afghanistan. Le but ultime de cette approche étant d'appliquer le principe weberien bien établi dans les États occidentaux voulant que l'État central doive avoir le monopole de la violence légitime. Autrement dit, que seul l'État, grâce à sa armée et à sa police, puisse recourir légitime-

ment à la violence. En agissant de la sorte, notamment dans la province centrale de Ghôr, explique Stewart, la communauté internationale s'est retrouvée «à interférer violemment dans un microcosme fragile de vendettas dans une province éloignée, et à déstabiliser la région autour de Herat [voisine de Ghôr], qui était alors la province la mieux gérée, la plus stable et la plus prospère du pays».

**Accepter l'échec**  
Le jeune député formule le souhait que la communauté internationale change son approche, sans toutefois se faire d'illusions. «Il est très difficile de changer nos bureaucraties. Nous pouvons les changer un peu. Vous pouvez par exemple embaucher plus de monde parlant les langues locales. Mais fondamentalement, ce n'est pas

réaliste de croire qu'elles peuvent véritablement changer. [...] Je crois surtout que les gouvernements étrangers doivent être beaucoup plus modestes dans leurs ambitions. Le scénario le plus optimiste est bien pire que ce à quoi ils veulent bien s'attendre.»

Toutes les interventions sont intrinsèquement imprévisibles, chaotiques, incertaines et peuvent rapidement compromettre les plans les mieux conçus et les prédictions les plus prudentes, estime Stewart.

Il n'y a donc rien d'insensé, croit-il, à reconnaître l'impossibilité d'atteindre ses objectifs en cours de route, à rebrousser chemin et à accepter que l'échec soit une option.

Le Devoir



Des soldats canadiens du 1<sup>er</sup> bataillon du Régiment royal du Canada patrouillant dans le district de Panjwai, au sud-ouest de Kandahar, en mai 2010. Après une présence de 10 ans en Afghanistan, le Canada a cessé ses opérations de combat en juillet dernier.

NIKOLA SOLIC REUTERS

Rory Stewart sur :

### La sagesse canadienne

«La Canada a été l'un des pays les plus impressionnants en Afghanistan. Fixer une date précise pour retirer les troupes en 2011 était courageux et juste. Les décideurs canadiens ont fait exactement ce qu'il fallait faire à l'endroit de la communauté internationale, qui est de dire: "Nous allons à Kandahar, nous nous battons fermement, prouverons que nous pouvons jouer notre rôle, mais nous mettrons un terme à cela". Et je crois que plusieurs pays [membres de la coalition en Afghanistan] sont envieux du Canada aujourd'hui et du fait qu'il ait annoncé son intention trois années avant tout le monde. Cela a envoyé un message clair voulant que s'il est impossible de réussir avant 2011, il est peu plausible de réussir 10 ans plus tard. Le Canada a été raisonnable et les Canadiens devraient être reconnaissants d'en sortir.»

### La Libye

«La Libye a été le meilleur modèle [d'intervention]. Il n'y a pas eu de soldats déployés sur le terrain, ils [les intervenants] se sont appuyés sur des opérations aériennes, alors le peuple libyen s'est senti responsable de la situation. J'étais à Tripoli il y a trois mois et je pouvais voir que les Libyens sentaient que c'était leur révolution, pas un événement étranger. Je n'ai jamais vu tant d'excitation et d'euphorie, et il n'y avait aucun étranger. L'intervention a réussi, car ce n'était pas une intervention totale.»

### La Syrie

«La Syrie est un bon exemple d'où l'Occident doit être incroyablement prudent. Il est très difficile de croire que quoi que ce soit de bon puisse ressortir d'une intervention extérieure. Nous devons résister à la pulsion d'intervenir. L'intervention en Libye a fonctionné d'une façon qui ne conviendrait pas en Syrie, car les deux pays sont très différents: la Libye est plus petite [en population], beaucoup plus homogène ethniquement et religieusement, et possède une base économique plus solide. Il n'y a pas de modèle universel d'intervention.»

Le Devoir

### Le parcours de Rory Stewart

1997 > Membre du personnel diplomatique britannique en Indonésie, à l'âge de 24 ans

1999 > Représente le gouvernement britannique au Monténégro

2000-2002 > Parcourt 10 000 km à pied, de la Turquie au Bangladesh

2002 > Traverse l'Afghanistan à pied

2003-2004 > Devient gouverneur adjoint de deux provinces en Irak

2004 > Publie *The Places in Between*, son récit de marche en Afghanistan

2006 > Fonde et dirige la fondation Turquoise Mountain, à Kaboul

2006 > Publie *The Prince of the Marshes*, sur son expérience irakienne

2009 > Nommé directeur du Carr Center for Human Rights Policy, à l'Université Harvard

2010 > Est élu député conservateur de Penrith and the Border, au Royaume-Uni

Le Devoir

**Les artisans de la table**

**LA CABOSSE D'OR**  
CHOCOLATERIE

973 CHEMIN OZZAS LEDUC, OTTERBURN PARK  
TEL : 450 464-6937 WWW.LACABOSSEDOR.COM

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec  
Raphaëlle Sirhan Daneau au 514.985.3502 ou rdaneau@ledevoir.com

*Papeterie*  
**Gasse - Noisette**

«L'avenir, c'est à vous de l'écrire»

*Agendas, papeteries fines, cartes,  
plumes et stylos, albums de photos,  
articles de bureau, sceaux,  
cires à cacheter, etc.*

445, rue St-Jacques, Veaux-Québec Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00  
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

# ACTUALITÉS

## Syndrome de la fatigue chronique Science publie une rétractation complète d'une étude américaine

Washington — La revue américaine *Science* a publié jeudi une rétractation complète de travaux qu'elle avait publiés en 2009 liant un rétrovirus au syndrome de fatigue chronique humain dont les résultats sont erronés.

Cette étude, qui a été menée notamment par la Dr<sup>e</sup> Judy Mikovits, directrice de recherche au Whittemore Peterson Institute, dans l'État américain du Nevada, affirmait que ce rétrovirus de souris appelé XMRV était fréquemment présent dans le sang de patients souffrant de ce syndrome sans toutefois affirmer qu'il en était la cause.

La direction éditoriale de *Science* avait déjà constaté à la fin du mois de mai dans un éditorial que cette étude était «*désormais sérieusement remise en question*» et s'en déclarait très «*préoccupée*».

Jeudi, elle a souligné dans un communiqué publié sur son site Internet que «*de multiples laboratoires, y compris celui dans lequel ont travaillé les auteurs de l'étude, n'ont jamais pu détecter le rétrovirus XMRV (xenotropic murine leukemia virus related virus) ou d'autres virus de la même famille dans le sang de patients souffrant du syndrome de fatigue chronique*».

**La médecine était jusqu'alors impuissante à trouver une cause au syndrome de fatigue chronique**

«*De plus, il y a des indications claires de piètre contrôle de qualité dans un nombre d'expériences spécifiques dans l'étude qui ont fait l'objet d'une rétractation des auteurs [...] qui ont aussi reconnu avoir omis des informations importantes*», ajoute *Science*.

«*Étant donné tous ces problèmes, Science a perdu confiance dans la qualité de cette étude et la validité de ses conclusions*», conclut la revue.

Elle note aussi que la majorité de ces auteurs ont en principe accepté la rétractation, mais sans pouvoir s'entendre sur sa formulation. *Science* estime de ce fait improbable qu'ils signent tous une rétractation, ce qui a conduit la direction de la rédaction à se distancier de l'étude.

Ces travaux avaient suscité un grand intérêt, car la médecine était jusqu'alors impuissante à trouver une cause au syndrome de fatigue chronique, une mystérieuse affection frappant quatre millions d'Américains, souvent jeunes.

Le XMRV est une variété de rétrovirus qui provoque une variété de cancers ainsi que d'autres maladies chez les souris, mais pas chez les humains.

Ce virus a été détecté pour la première fois dans des échantillons de tumeurs cancéreuses de la prostate chez des humains en 2006 et serait présent chez 6 à 27 % des hommes souffrant de ce cancer.

Agence France-Presse

## Sida: l'efficacité des antirétroviraux est élue avancée scientifique de l'année

Washington — L'essai clinique ayant montré que les antirétroviraux permettaient d'éliminer quasiment le risque de transmission du virus du sida par des séropositifs est, selon le palmarès annuel de la revue *Science* publié jeudi, l'avancée scientifique la plus importante de 2011.

Trente ans après le début de l'épidémie de sida, cet essai clinique international mené auprès de 1763 couples surtout hétérosexuels, dans neuf pays, a démontré que des séropositifs prenant très tôt des ARV réduisaient à près de zéro la transmission du VIH à leur partenaire.

Ces résultats, dévoilés aux États-Unis en mai, ont clos le long débat sur le fait de savoir si les ARV pouvaient à la fois traiter les personnes infectées et les empêcher de transmettre le VIH.

Il est désormais établi selon les virologues que les ARV peuvent non seulement contenir l'infection par le VIH en réduisant la charge virale des personnes infectées, mais aussi empêcher la transmission de ce rétrovirus à des sujets sains.

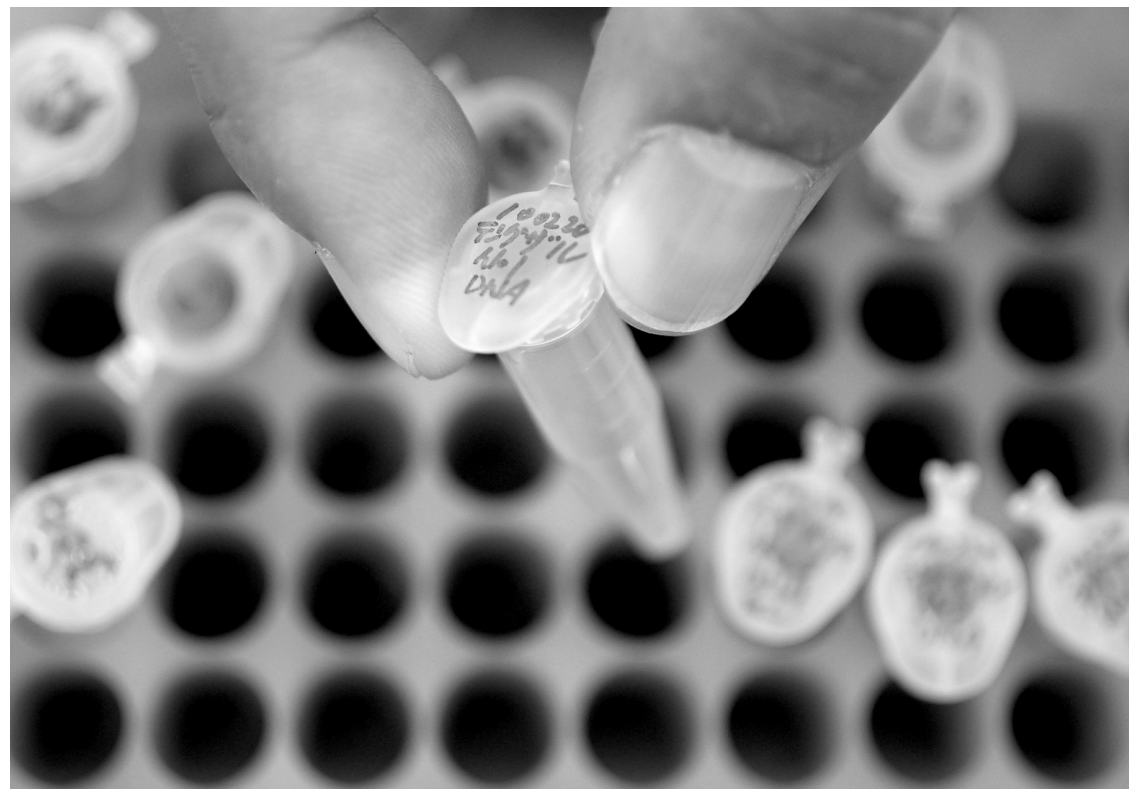
*Science* a également retenu neuf autres travaux scientifiques jugés comme les plus significatifs en 2011. En voici la liste:

**La mission** de la sonde japonaise *Hayabusa* qui a permis d'amener sur la Terre des grains de poussière venant de la surface d'un gros astéroïde;

**Les analyses** d'ADN de cousins anciens et disparus de l'*Homo sapiens*, comme les mystérieux Denisoviens, qui ont révélé que beaucoup d'humains ont hérité de traits génétiques de ces hommes primitifs;

**Les recherches** de scientifiques japonais qui ont élucidé la structure d'une protéine photosynthétique utilisée par les plantes pour séparer les atomes d'hydrogène et d'oxygène formant l'eau. Cette découverte pourrait permettre de développer des techniques de production bon marché d'hydrogène, une source d'énergie propre;

**La découverte** par des astronomes américains de deux nuages d'hydrogène qui, durant deux milliards d'années, ont préservé leur composition d'origine datant de peu après le big bang et montrant que des poches de matière originelle sont restées inchangées très longtemps après la naissance du cosmos;



YURIKO NAKAO AGENCE FRANCE-PRESSE

De nombreuses découvertes liées à des maladies mortelles ont marqué la dernière année.

**Des études** des faunes microbiennes chez les humains qui ont révélé que certaines bactéries prospèrent davantage dans l'intestin avec une alimentation riche en protéines tandis que d'autres préfèrent le régime végétarien;

**Un essai clinique** a permis de révéler le premier vaccin antipaludique prometteur, appelé RTS,S, qui devrait donner un coup de fouet à la recherche vaccinale contre le paludisme, qui tue un grand nombre d'enfants en Afrique;

**La découverte** grâce au télescope spatial américain Kepler de plusieurs systèmes solaires lointains étranges, dont un avec une planète tournant autour de deux soleils et un autre doté de dix planètes qui semblent flotter librement dans l'espace;

**La conception** d'une gamme de nouvelles zéolithes moins chères, plus fines et mieux adaptées pour traiter des molécules organiques plus grosses. Les zéolithes sont des minéraux poreux utilisés comme catalyseurs et filtres moléculaires pour convertir l'huile en essence, purifier l'eau, filtrer l'air et produire des lessives;

**Des expériences** qui ont révélé que l'élimination des cellules sénescentes — qui ne se divisent plus — chez les souris retarde les effets du vieillissement, ce qui pourrait potentiellement permettre d'allonger le nombre d'années en bonne santé chez les humains sans pour autant prolonger la vie.

Agence France-Presse

## Cuba annonce la libération de 2900 prisonniers

La Havane — Le gouvernement cubain a annoncé hier la libération dans les prochains jours de 2900 prisonniers, dont certains sont détenus pour «*crimes contre la sécurité d'État*».

Ces libérations interviennent quelques mois avant une visite du pape Benoît XVI, qui doit se rendre au printemps à Cuba.

Dans son communiqué, le gouvernement ne lie pas ces libérations à la venue du pape, mais indique que les prisonniers en question seront relâchés après de «*nombreuses*» requêtes de la part de leurs familles et d'institutions religieuses.

Le fait que des personnes condamnées pour «*crimes contre la sécurité d'État*» doivent être libérées pourrait indiquer que des prisonniers politiques figureront parmi les 2900. Ces personnes ont purgé une importante partie de leur peine et ont fait preuve d'un bon comportement, indique l'agence

de presse Prensa Latina. Le gouvernement précise que les prisonniers condamnés pour des meurtres, de l'espionnage ou du trafic de drogue ne feraient pas partie de cette amnistie.

Aucune mention n'a été faite du cas d'Alan Gross, un sous-traitant du gouvernement américain arrêté en 2009 et condamné à 15 ans de prison pour des crimes contre l'État. L'emprisonnement de cet Américain a aggravé les relations déjà très froides entre Washington et La Havane.

Les autorités cubaines n'ont pas précisé quand les 2900 prisonniers seraient libérés.

Rappelons qu'en 2010, La Havane avait remis en liberté plus de 100 prisonniers politiques à la suite de négociations avec l'Église catholique. Benoît XVI a récemment fait part de son intention de se rendre à Cuba et au Mexique avant la fête de Pâques, le 8 avril. Cette visite à Cuba sera la deuxième

d'un souverain pontife après celle effectuée par son prédécesseur, Jean Paul II, en 1998.

À l'époque, Cuba avait libéré quelque 300 détenus, dont 101 prisonniers politiques. De telles libérations sont intervenues régulièrement à Cuba en signe de bonne volonté à l'issue de rencontres avec des dignitaires étrangers.

En 1978, 3600 prisonniers politiques avaient été relâchés après un entretien entre le dirigeant de l'époque, Fidel Castro, et des exilés cubains, dont des prisonniers âgés de plus de 60 ans ou malades, des femmes et des jeunes qui n'ont pas de long dossier criminel.

Cette année, le gouvernement cubain a libéré les derniers des quelque 75 prisonniers politiques arrêtés lors d'une rafle en 2003.

Reuters and Associated Press

## AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

**Météo Média**

Le lever du soleil: 7h33  
Coucher du soleil: 16h15

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 4/0	Mel 4/-6	Londres	Nua 7/3	Var 10/7
Moncton	Nei -8/-17	Var -6/-7	Los Angeles	Sol 20/8	Sol 20/10
Saint-Jean	Nei -9/-16	Var -3/-8	Mexico	Sol 20/7	Sol 18/8
Toronto	Sol -2/-4	Nei 4/-1	New York	Sol 3/0	Sol 7/4
Vancouver	Plu 9/5	Ave 8/4	Paris	Nua 7/3	Sol 7/2
Winnipeg	Sol 1/3	Sol 1/-4	Tokyo	Sol 8/3	Sol 8/4

Montréal	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui -11	-14	-1/5	-3/4	2/5
Ensoleillé.	Ciel variable.	Quelques flocons, pdp 60%.	Quelques flocons, pdp 40%.	Quelques flocons, pdp 80%.

Québec	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui -15	-19	-4/-11	-4/-11	0/-7
Ensoleillé.	Passages nuageux.	Quelques flocons, pdp 60%.	Quelques flocons, pdp 40%.	Quelques flocons, pdp 70%.

Gatineau	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui -10	-13	1/-7	-3/-5	2/-7
Ensoleillé.	Quelques flocons, pdp 20%.	Faible neige, pdp 80%.	Ensoleillé.	Quelques flocons, pdp 80%.

**Soyez au courant du temps qu'il fera dans 14 jours.**  
Consultez la tendance 14 jours.

**Météo Média**

**Langevin Syndic de faillite inc.**  
Loi sur la faillite et l'insolvabilité  
Avis de la première assemblée des créanciers

Dans l'affaire de la faillite de: **9172-9277 QUÉBEC INC.**

Avis est par les présentes donné que la faillite de 9172-9277 Québec inc. ayant fait affaires au 1207, route 116 Ouest à Acton Vale (QC) J0H 1A0, est survenue le 16 décembre 2011, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 4 janvier 2012, à 11 h 00, au Bureau du syndic, 2500, boulevard Casavant ouest, bureau 102, Saint-Hyacinthe (QC). Fait à Saint-Hyacinthe, le 19 décembre 2011.

Dans l'affaire de la faillite de: **2974118 CANADA INC. « Communications Hélène Bouchard »**

Avis est par les présentes donné que la faillite de 2974118 Canada inc. ayant fait affaires au 72, rue des Soeurs Grises à Montréal (QC) H3C 2P8, est survenue le 19 décembre 2011, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 5 janvier 2012, à 10 h 30, au 5600, rue Hochelaga, bureau 200, Montréal (QC). Fait à Saint-Hyacinthe, le 19 décembre 2011.

Langevin Syndic de faillite inc.  
Syndic des actifs de 9172-9277 Québec inc.  
et 2974118 Canada inc.  
Louis Langevin, CA CIRP Responsable des actifs  
2500, boulevard Casavant ouest, bureau 102, Saint-Hyacinthe, (Québec) J2S 7R8 T 450 250-0500 F 450 250-0501

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**  
(Avis dans le journal : C.c.Q., art. 795)

Prenez avis que Feue Mariette GOULET, en son vivant domiciliée au 12 900, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H1A 1R9, est décédée à Montréal le 19 juin 2011. Un inventaire de ses biens a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés, au 12 392, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H1B 2Z1. Donné à Montréal, ce 21 décembre 2011.

Me Ginette LÉVESQUE, notaire.

**GARDE PROVISOIRE**  
Prenez avis que Me Roseline Poulin notaire à Outremont, est en possession du greffe et des dossiers de Me François Lebrun, tel qu'il appert d'une ordonnance de garde provisoire émise par Me Jean Lambert, Président de la Chambre des Notaires du Québec en date du 13 décembre 2011.

Me Roseline Poulin, notaire - 770 Champlain, Outremont QC H2V 3P8 - (514) 279-5880 - du lundi au vendredi de 09:00h. à 16:00h.

**Urgence Asie**  
Les gens d'abord!

Pour faire un don: **1 877 937-1614**  
www.oxfam.qc.ca

Don de \$ 5 : 1 900 565-1005  
Don de 10 \$ : 1 900 565-1010

**Oxfam Québec**  
Mieux de vivre, mieux de partager!

**FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ**

**LES ENFANTS DU MONDE**  
ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

- ▲ comme coopérant
- ▲ comme bénévole
- ▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240  
Nous vous aiderons à les aider  
www.monde.ca

**AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES**

**HEURES DE TOMBÉE**

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

**Publications du lundi:**  
Réservations avant 12 h 00 le vendredi

**Publications du mardi:**  
Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: **514-985-3344**  
Fax: **514-985-3340**

Sur Internet: [www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics](http://www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics)  
[www.ledevoir.com/services-et-annonces/appeles-d-offres](http://www.ledevoir.com/services-et-annonces/appeles-d-offres)  
Courriel: [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

**M DIAMOND ASS. INC.**  
345, AVENUE VICTORIA SUITE 400, WESTMOUNT (QUÉBEC) H3Z 2N2  
TEL: (514) 483-2303 TELÉ: (514) 483-2373

**AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE**

DANS L'AFFAIRE DES FAILLITES DE :

<b>COMMERCE ATTEYCO INC.</b> , un corps politique, dûment incorporé selon la loi, faisant affaires dans la ville et district de Longueuil, province de Québec, au 4819, St-Laurier, sous le nom et raison sociale de : «BAIN-RENO».	<b>7616945 CANADA INC.</b> , un corps politique, dûment incorporé selon la loi, faisant affaires dans la ville et district de Québec, au 505, De Maisonneuve Est, #112.	<b>LES ENTREPRISES SOURION INC.</b> , un corps politique, dûment incorporé selon la loi, faisant affaires dans la ville et district de Montréal, province de Québec, au 505, De Maisonneuve Est, #112.
---	---	--

Compagnie débitrice  
AVIS est par les présentes donné que **COMMERCE ATTEYCO INC.** a déposé une cession le 5<sup>e</sup> jour de décembre 2011 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 9<sup>e</sup> jour de janvier 2012 à 9 h de l'après-midi au Bureau du Syndic, 345, ave. Victoria, bureau 400, Westmount, Montréal (QC).

Compagnie débitrice  
AVIS est par les présentes donné que **7616945 CANADA INC.** a déposé une cession le 15<sup>e</sup> jour de décembre 2011 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 12<sup>e</sup> jour de janvier 2012 à 13 h de l'après-midi au Bureau du Syndic, 345, ave. Victoria, bureau 400, Westmount, Montréal (QC).

Compagnie débitrice  
AVIS est par les présentes donné que **LES ENTREPRISES SOURION INC.** a déposé une cession le 16<sup>e</sup> jour de décembre 2011 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 12<sup>e</sup> jour de janvier 2012 à 14 h de l'après-midi au Bureau du Syndic, 345, ave. Victoria, bureau 400, Westmount, Montréal (QC).

Date à Westmount (Québec), ce 20<sup>e</sup> jour de décembre 2011.  
M. Diamond et Associés Inc. - Syndics

**AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS**

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

**AVIS PUBLICS**  
TOMBÉES POUR LA PÉRIODE DES FÊTES

Le Devoir ne sera pas publié les 26 et 27 décembre 2011 ainsi que les 2 et 3 janvier 2012.  
Le service des avis sera fermé ces mêmes journées.

**RÉSERVATIONS ET MATÉRIELS**

Publications des vendredis 23 déc. et 30 déc.: les mercredis précédents avant 12h  
Publications des samedis 24 déc. et 31 déc.: les mercredis précédents avant 16h  
Publications des mercredis 28 déc. et 4 janv.: les jeudis précédents avant 12h  
Publications des jeudis 29 déc. et 5 janv.: les jeudis précédents avant 16h

Tél.: **514-985-3344** Fax: **514-985-3340**

## ACTUALITÉS

L'éditeur du quotidien *The Gazette* tire à boulets rouges sur le Conseil de presseSTÉPHANE  
BAILLARGEON

L'éditeur et rédacteur en chef de *The Gazette* dénonce «certaines positions» prises par le Conseil de presse du Québec (CPQ), notamment la proposition de forcer l'adhésion des médias à ce tribunal d'honneur de la profession. Alan Allnutt se dit tellement déçu par «l'orientation de l'organisme» qu'il envisage «sérieusement de le quitter».

Cette position ferme et critique se retrouve dans une lettre dont *Le Devoir* a obtenu copie que M. Allnutt, *publisher and editor in chief* du quotidien anglophone de Montréal, a envoyée à John Gomery, président du CPQ. La missive est datée du 19 décembre dernier.

La démarche s'inscrit dans le contexte des travaux gouvernementaux sur la crise des médias. Québec a commandé un rapport sur «l'avenir du journalisme» à la professeure Dominique Payette de l'Université Laval. La ministre de la Culture et des Communications a mené des consultations cet automne sur des recommandations de l'étude, notamment sur la possibilité de créer un titre

violation d'une bonne gouvernance d'entreprise. De même, nous sommes d'avis que vous avez outrepassé vos pouvoirs en promouvant l'idée d'une appartenance forcée.»

L'éditeur et rédacteur en chef trouve imprudent que le Conseil appuie la création d'un statut de journaliste professionnel «en l'absence d'un consensus démontrable» dans le milieu. Il écrit que la résolution en la faveur du titre a été adoptée le 16 décembre par seulement 7 des 12 membres (sur 21) du conseil d'administration du CPQ.

La lettre au président Gomery observe aussi que le Conseil de presse «essaie activement de renforcer son rôle» au détriment de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, un organisme qui rassemble quelque 2000 membres et distribue la carte de presse depuis des décennies.

Le pilonnage ne ménage aucune position. M. Allnutt avertit que *The Gazette* engagera «des poursuites judiciaires immédiates» si une loi est adoptée au Québec pour créer «différentes classes de personnes en ce qui concerne le journalisme ou l'accès à l'information».

Cette possibilité a été envisagée dans la foulée du rapport Payette pour rattacher des privilèges au statut de journaliste professionnel, par exemple un traitement accéléré des demandes d'accès à l'information par rapport aux simples citoyens.

La lettre déplore également que le Conseil de presse tente de «délégitimer le droit de Québec de choisir librement comment exploiter ses entreprises».

Quebecor s'est retirée du CPQ comme de tous les tribunaux d'honneur du Canada. M. Allnutt



SHAUN BEST REUTERS  
*The Gazette* engagera «des poursuites judiciaires immédiates» si une loi est adoptée au Québec pour créer «différentes classes de personnes en ce qui concerne le journalisme ou l'accès à l'information», affirme Alan Allnutt.

propose même alors une interprétation idéologico-politique des tensions en jeu.

«Il me semble, écrit-il, qu'une certaine partie (sinon une bonne partie) de la motivation pour les changements dont il est question provient non pas d'un besoin de société ou d'un problème clairement identifié, mais d'un désir de contrôler ou punir Québec pour son refus de se conformer au consensus historique (et peut-être désuet) de l'élite libérale du Québec.»

L'éditeur exige finalement que ces questions soient abordées pleinement à la prochaine rencontre du conseil d'administration

du CPQ en janvier avec l'idée de «revoir l'orientation prise» par l'organisme. «À défaut de quoi, *The Gazette* n'aura le choix que de quitter le Conseil», conclut M. Allnutt.

Le signataire a refusé de commenter davantage le contenu de sa lettre. «Je pense qu'elle parle par elle-même», a-t-il écrit laconiquement au *Devoir* après la demande d'entrevue. Le directeur du CPQ, Guy Amyot, s'est contenté de répondre que le conseil d'administration allait discuter «de tout ça» à sa prochaine rencontre en janvier.

Le Devoir

## Une jeune Indonésienne retrouve sa famille sept ans après le tsunami

FAKHRURRADZIE GADE

Banda Aceh, Indonésie — Une jeune fille qui avait été emportée lors du tsunami de 2004 dans l'océan Indien a retrouvé ses parents cette semaine en Indonésie, après les avoir longuement cherchés.

La jeune fille, aujourd'hui âgée de 15 ans, a retrouvé sa famille dans la ville de Meulaboh, dans la province d'Aceh, durement touchée par le tsunami.

Elle a raconté que peu après la catastrophe, elle avait été «adoptée» par une femme qui l'a baptisée Wati eta qui l'a forcée à mendier en la battant et en l'obligeant à rester dans la rue jusqu'à tard dans la nuit. Quand elle a cessé de rapporter de l'argent à la dame, celle-ci lui a dit de partir retrouver ses parents en lui disant qu'ils vivaient à Meulaboh.

La jeune fille n'avait que huit ans lors du tsunami, un âge où de nombreux enfants ne connaissent pas le nom complet des membres de leur famille. Avec seulement quelques souvenirs de son passé, elle a commencé ses recherches en disant aux gens qu'elle cherchait son grand-père Ibrahim.

Elle a rencontré un conducteur de taxi-bicyclette à Meulaboh, qui l'a conduite chez un homme qui portait ce nom. Elle ne l'a pas reconnu, mais l'homme, lui, a rapidement retrouvé ses parents.

En les voyant, la jeune fille a été convaincue qu'il s'agissait bien de sa mère et de son père. La famille, qui affirme

qu'elle s'appelle Meri Yuranda, l'a aussi reconnue.

Le tsunami du 26 décembre 2004 a fait 230 000 morts dans une dizaine de pays. Des milliers de personnes sont disparues dans la mer, et de nombreuses familles s'accrochent toujours à l'espoir de retrouver leurs proches.

Mais les retrouvailles sont rares. Toutes les réunifications familiales annoncées au cours des cinq dernières années se sont finalement révélées fausses. Mais certaines mères continuent de croire que l'enfant retrouvé est bien leur, même quand les tests d'ADN prouvent le contraire.

La mère de Meri Yuranda, Yusniar Binti Ibrahim Nur, ne se laisse pas démonter par les récits divergents de sa fille et de son mari quant à la façon dont les choses se sont passées le jour du tsunami.

Meri Yuranda se souvient que son père l'a déposée dans un bateau avec sa jeune sœur et qu'ils ont ensuite été séparés. Elle a dit se souvenir d'avoir été entourée d'eau et d'avoir pleuré.

Mais son père, lui, se souvient d'avoir mis ses deux filles sur le toit de la maison en pensant qu'elles seraient en sécurité. «Elle est peut-être tombée dans le bateau, ou peut-être que quelqu'un l'a aidée. Je ne sais pas», a dit la mère.

«Je remercie Dieu que mes prières aient été entendues», a-t-elle ajouté.

Associated Press

L'éditeur et rédacteur en chef trouve imprudent que le Conseil appuie la création d'un statut de journaliste professionnel «en l'absence d'un consensus démontrable» dans le milieu

professionnel de journaliste et sur le rôle redéfini du Conseil de presse.

«En premier lieu, *The Gazette* a été stupéfaite de voir que le CPQ [...] encourageait le gouvernement à considérer une appartenance forcée au Conseil de presse, une position prise par ce dernier sans l'approbation préalable de son conseil d'administration», écrit l'éditeur. Nous considérons ceci comme ayant été la

**Congédié?**  
Voyez  
**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

## LES BLOGUES DU DEVOIR

## Les mutations tranquilles

Tous les aspects de la culture numérique scrutés par le journaliste Fabien Deglise. Les réseaux sociaux et la planète web comme phénomènes culturels.

## Mots et maux de la politique

Correspondant du *Devoir* à l'Assemblée nationale, Antoine Robitaille s'intéresse aux mots qui sortent de la bouche des acteurs de la classe politique. Les plus belles perles langagières des personnalités publiques, pour le meilleur et pour le pire...

## Voyager

Grand voyageur devant l'Éternel, Lio Kiefer répond aux questions des internautes et explore tous les aspects du tourisme et du voyage.

## C'était bien mieux dans le temps

Jean Dion, irrécupérable supporter du passé, se penche sur le temps qui fuit. Un blogue sur le sport d'hier et d'aujourd'hui, mais aussi sur la nostalgie.

FABIEN  
DEGLISEANTOINE  
ROBITAILLELIO  
KIEFERJEAN  
DION

**LE DEVOIR**  
Libre de penser  
[www.ledevoir.com/blogues](http://www.ledevoir.com/blogues)

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.  
**Psychologue clinicienne**  
ADULTES • COUPLES  
25 ANS D'EXPÉRIENCE  
514 • 861 • 0630  
VIEUX-MONTRÉAL

**Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens.**  
Antiquités haut de gamme.  
**Grande valeur offerte.**

Borduas  
Dallaire  
Ferron  
Fortin  
Gagnon  
Krieghoff  
Lemieux  
Letendre  
McEwen  
Pellan  
Riopelle  
Suzor-Côté  
et autres...



Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

**Claude Lafitte** évaluateur et expert conseil

*Galerie Claude Lafitte*  
depuis 1975 • 514.842.1270  
2160 rue Crescent, Montréal, [www.lafitte.com](http://www.lafitte.com)

# ACTUALITÉS

## INDIGNÉ

SUITE DE LA PAGE 1

sur le modèle d'Occupy Wall Street, une pratique elle-même importée de l'Espagne. La terminologie virale est maintenant déclinée sur toutes les plateformes, avec des pages Facebook rigolotes (<http://www.facebook.com/occupysesamestreet>) et une place parmi les mots-clés les plus populaires de l'année sur Twitter, le réseau de microblogage.

Mais qui désigne ce mot? Y a-t-il un indigné-type, transfrontalier, quasi universel? À coup sûr, il est assez jeune, généralement éduqué et plutôt technophile. En plus, en général, l'indigné de l'année ne s'oppose pas à la mondialisation tout en souhaitant en modifier le cours.

Cela dit, il y a indigné et indigné, comme il y a occupation et occupation. Le Caire n'est pas Québec. La place Syntagma à Athènes n'est pas le Zuccotti Park de New York, ni le square Victoria de Montréal, ni la Puerta del Sol de Madrid.

La graine du printemps arabe 2011 a été semée à la fin de l'automne 2010, le 17 décembre, quand le jeune marchand de fruits tunisien Mohamed Bouazizi s'est immolé pour protester contre l'injustice de son traitement par les crapuleuses autorités qui rançonnaient sans cesse. Son décès, le 4 janvier, a déclenché des émeutes, entraînant la chute du président Ben Ali, mis le feu au Proche-Orient.

En Europe, le mouvement de contestation est parti le 15 mai quand quelques centaines de jeunes se sont rassemblés dans la capitale espagnole pour dénoncer le système économique enrichissant les riches, paupérisant la classe moyenne, la classe politique complice et inapte, l'avenir bouché. Le mou-

vement du 15 de mayo de «los indignados» s'est propagé et l'onde de choc a atteint Manhattan à la mi-septembre quand quelques dizaines de personnes ont décidé d'occuper Wall Street. Assez rapidement, le pays de la formule-choc a accouché d'un slogan claquant comme un drapeau: «Nous sommes les 99 %».

Cette masse s'appauvrit sans cesse, paye ses impôts quand elle travaille, subit les effets catastrophiques de la dislocation économique, sociale et politique. Les *happy few*, le 1 % qui, contrôlent un bon tiers des revenus annuels. Les indignés américains réclamaient d'abord une meilleure répartition des richesses. Ils parlaient finances, sauvetage des banques, primes aux dirigeants, dettes personnelles. Ils visaient souvent Wall Street davantage que Washington.

Les revendications ont vite gonflé pour

### Les six finalistes au Québec

— Jacques Duchesneau, pour son rapport sur la collusion dans l'industrie de la construction.

— Jack Layton et Stephen Harper, pour leur transformation du paysage politique canadien.

— Pauline Marois et François Legault, l'une pour son vacillement, l'autre pour son ascension.

— Wajdi Mouawad, auteur d'*Incidies* (neuf Jutra) et une nomination aux Oscars), metteur en scène du controversé *Cycle des femmes*, avec Bertrand Cantat.

inclure par exemple la légalisation des drogues et de la prostitution, la fin de la guerre en Afghanistan, le respect des lois environnementales. Les indignés européens comme les indignés canadiens et québécois ont aussi élargi la perspective pour réclamer une mutation profonde du «système», à commencer par plus de démocratie.

Les révoltés du monde arabe voulaient aussi se débarrasser des profiteurs en tous genres. Après tout, leurs sociétés exacerbent et reproduisent leurs pires défauts, avec magouilles, rapines, népotismes et dictatures à tous les étages.

Il faut tout de même se garder une grosse gêne et relativiser la réalité concrète des différentes indignations. Il a fallu peine et courage pour que le printemps arabe bouleverse fondamentalement certaines sociétés du Proche-Orient. Le peuple syrien paye encore quotidiennement de son sang sa volonté de vivre et de survivre autrement.

Les sociétés occidentales semblent plutôt osciller comme un pendule, des masses de la résignation aux franges de l'indignation. Dans son bilan de l'actualité 2011, la firme Influence communication affirme que «les indignés auront difficilement réussi à faire passer leur message dans les médias» et que «la plupart du temps, les médias ont rapporté les histoires de faits divers liés aux campements des indignés dans les villes canadiennes: itinérance, dangerosité des sites, drogues, interventions policières, etc.»

En fait, les relevés médiatiques (<http://www.influencecommunication.com>) montrent que, si la télé-réalité Occupation double avait été un mouvement d'indignés, elle aurait terminé en tête du palmarès de la médiatisation au Québec, devant Occupy Wall Street...

Le Devoir

## NOËL

SUITE DE LA PAGE 1

barbe de trois jours et une chemise en satin vermeille débou-tonnée jusqu'au nombril. Il y a aussi celui du bureau de poste, il a une magnifique calligraphie, mais il zozote. Ce qui explique pourquoi il a une belle plume. Mais celui que vous cherchez est sûrement le père Noël à la tête des défilés qui s'ébranlent à 20h30. Un bijou de spectacle d'ailleurs, «the thing to see before you die of a brutal cold» a écrit le *New York Times*. Tous les visiteurs dégoulinent de bonheur à la vue du cortège de rennes, de sosies de Kate Middleton et de rhinocéros de Java.

— Des rhinocéros de Java. L'espèce est éteinte depuis deux mois.

— Pas éteinte ici. Nous en avons capturé quatre ou cinq en aménageant le parc. Vous avez prévu visiter notre zoo? Parce que vous pourrez y voir les derniers ratons laveurs de la Barbade, le dauphin du fleuve Yang-Tse et même Godzilla.

— Visiblement, vous avez plus de choses à déclarer que moi. Puis-je partir?

— Attendez, je vous donne des coupons pour le zoo!

Un autobus vient cueillir les touristes à la sortie de l'aéroport et les dépose devant l'hôtel de glace, un bloc de 22 étages piqué au cœur de l'unique rue du pôle Nord, l'avenue Cadeaux. Une hôtesse tend le programme de la semaine à chacun des touristes.

«Bienvenue à tous dans ce pays où, à longueur d'année, vous revivrez la magie de la semaine précédant Noël! Voici l'horaire de la semaine pour faciliter l'organisation de vos vacances.» Coup d'œil sur le programme.

20 décembre: Arrivée. Au pôle Nord, on arrive toujours le 20 décembre. Hermès, Croc, Forever 21, et Cerruti 1881, Armani, Godiva et Givenchy vous invitent à un succulent cocktail de bienvenue. Temps libre pour magasiner. Le Musée des jouets inaugure sa nouvelle exposition *Prix Poubelle* sur les pires jouets des 28 dernières années, créée en collaboration avec le *Guide jouets Protégez-vous!* A ne pas manquer!

21 décembre: Rendez-vous dans la cuisine de l'hôtel Havre des glaces pour les ateliers de cuisine dirigés par les hologrammes de chefs étoilés, via la technologie de la réalité augmentée. Au choix: beignes en poudre sans sucre, farce de dinde sans gluten, maison en pain d'épices intégral aux 14 grains, et l'art du macaron sans sacrer. Miami!

22 décembre: Magasinage! (Les boutiques ouvrent de 8h à 23h.)

23 décembre: Magasinage! (Les boutiques ouvrent de 8h à 23h.)

24 décembre: Magasinage de dernière minute! (Les boutiques ferment exceptionnellement à 18h!!!)

25 décembre: Noël, brunch, spa, repos, c'est congé!!! Une escapade sur les plages du littoral partira du Tim Horton à 12h30. N'oubliez pas votre maillot! A noter: les boutiques des hôtels seront exceptionnellement ouvertes pour les imprévus.

26 décembre: Spécial Après-Noël. Les boutiques ouvriront lorsqu'il y aura foule au portillon. Arrivez tôt, c'est votre dernière journée! Retour à l'aéroport vers 17h.

— Mademoiselle, serait-ce possible de m'indiquer où trouver le père Noël?

— Lequel?

— Le vrai père Noël.

— Bien il y en a plusieurs, il y a celui de la boutique du Châteaueau, celui du H&...

— Argh. Non. Le père Noël qui livre des cadeaux le 24 au soir. Dans son traîneau tiré par des rennes. Le père Noël qui

mange les biscuits au chocolat. Le patron des lutins. Celui dont le code postal est HOH OHO.

— ...  
— Les gars des canettes de Coke.

— Aaaa! Dans ce cas, vous devriez visiter le «Loft de tourisme des Pôles», on pourra répondre à votre demande. Et tenez, je vous offre un porte-clés chanceux en feuille de houx.

Le Loft de tourisme des Pôles est situé dans un édifice entièrement vitré, une fournaise pendant les six mois de soleil de minuit et une déprimante congère pendant la nuit polaire, comme aujourd'hui. À l'intérieur du loft, les responsables des communications, emmitoufflés dans leur manteau Canada Goose dansent, guirlandes au cou et bouteille de Veuve Clicquot au bec, sur une bande sonore d'*Alvin et les Chipmunks* dans le pito.

— Bonjour mademoiselle! Je m'appelle Sergueï. Vous êtes sous le gui, allez, on se fait la bise!

Bec. Bec.

— J'aimerais parler au père Noël. Pas ceux des 212 boutiques du village, le vrai père Noël. Le. Vrai. Est-ce que ça vous dit quelque chose?

Sergueï semble mal à l'aise. Il jette un regard autour de lui, gribouille une note sur un papier et dégage soudain un porte-clés.

— J'en ai déjà un.

— Ça ira mieux avec celui-ci. Il a une clé.

— Ah.  
Il tend le papier et le porte-clés et retourne à la fête.

«En partant de l'arrière du Loft de tourisme, marchez droit devant vous sur quelques centaines de mètres, jusqu'à la clôture. Attrapez le cadenas. Déverrouillez-le. Ouvrez la porte. Marchez encore un kilomètre. Le père Noël sera là. (Pis si ça vous dit, ajoutez-moi sur Facebook!) Sergueï xox»

Au fil des pas, la rue principale boisée de sapins Douglas et les saules pleureurs lumineux s'évanouit. Les haut-parleurs crachent leurs derniers rabais avant la fermeture «23 % de rabais à l'achat de votre 4<sup>e</sup> paire de bottes en peau de girafe des Carpates, l'offre se termine dans 11 minutes! Faites vite...»

Il fait très noir.  
Cette promenade s'arrête net devant une immense clôture de 15 mètres de haut, qui sépare tout le village touristique du reste de la banquise.

Déverrouille le cadenas. Ouvrez la porte, referme la porte. Marche encore un kilomètre. Il n'est pas là.

Sous la lumière de la lune se dessinent trois maisons.

Il y a un atelier de jouets sans jouets. Il y a une ferme de rennes sans rennes. Et il y a une maison du père Noël sans père Noël. Une petite fenêtre laisse entrevoir son bureau, une pièce aux murs en contreplaqués d'épinette décorés de deux toiles d'Alfred Pellan. Une chaise capitonnée en cuirette rubis, un bloc-note géant sur lequel dérivent neuf crayons à pointe fine, un porte-clés en feuille de houx et une tuque.

Après la maison, il n'y a plus rien. Que de la banquise.

Et une ombre. Qui toussse.

Il est là.

Il se retourne, s'arrache un sourire et se retourne encore.

De son index, il pointe une seconde ombre, encore plus loin sur la banquise.

C'est un ours.

— Vous avez froid, père Noël?

— Oui. Il fait souvent froid ici.

Le Devoir

## SYRIE

SUITE DE LA PAGE 1

combattent pas des manifestants pacifiques, mais des terroristes armés jusqu'aux dents qui n'ont qu'une idée en tête: renverser le régime. «Nous l'avons dit depuis le début, c'est du terrorisme. Ils tuent l'armée et les civils», a affirmé le ministre adjoint des Affaires étrangères, Faysal Mekdad, aux journalistes rassemblés devant un édifice pris pour cible.

Les opposants mettent cette affirmation en doute, soupçonnant le régime d'avoir lui-même organisé l'attaque afin de prouver ses allégations aux observateurs de la Ligue arabe, qui sont arrivés en Syrie la veille.

D'ailleurs, des responsables gouvernementaux ont notamment fait visiter les lieux des attentats au chef de la mission préparatoire de la Ligue arabe, Samir Seif al-Yazal. «Nous sommes ici pour constater les faits sur le terrain. [...] Ce que nous voyons aujourd'hui est regrettable et l'important est que les choses se calment», a-t-il déclaré.

Le régime de Damas répète que les violences dans le pays sont les fruits de terroristes et de groupes armés soutenus de l'étranger. Des soldats ont déserté l'armée au cours des derniers mois pour grossir les rangs des protestataires, ne se gênant pas pour perpétrer des attaques contre les forces gouvernementales.

Les premiers indices laissent croire que de la nébuleuse terroriste al-Qaïda serait derrière les attentats, a annoncé la télévision publique après avoir précisé que la plupart des victimes étaient des civils, mais que des membres de l'armée et du personnel de sécurité avaient aussi péri.

Le général Rustom Ghazaleh, qui est à la tête du service de renseignement militaire visé par l'attentat, a assuré que c'était la preuve d'un complot étranger contre la Syrie. «Nous le combattons jusqu'à la dernière goutte de sang», a-t-il lancé.

Pour Omar Idlibi, membre du Conseil syrien de transition, l'attentat reste très mystérieux, «parce qu'il s'est produit dans des zones lourdement gardées qui sont difficiles d'accès pour les véhicules». Il n'est pas allé jusqu'à accuser le régime d'avoir organisé les attentats, mais sous-entend que les autorités se servent de cet incident pour décourager les observateurs de se déplacer dans le pays.

Malgré cet attentat dans la capitale, des opposants ont manifesté hier dans plusieurs régions de la Syrie pour réclamer le départ de l'homme fort du pays, Bachar al-Assad. Les forces de sécurité ont encore ouvert le feu sur les manifestants, faisant au moins huit morts, surtout dans la province de Homs, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Les comités locaux de coordination ont, eux, recensé 10 morts.

### Bras de fer au Conseil de sécurité

Les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont condamné hier «dans les termes les plus forts les attentats» perpétrés à



Les manifestations se poursuivent quotidiennement à Damas contre le régime du président Al-Assad.

Damas, mais n'arrivaient toujours pas à se mettre d'accord sur un projet de résolution.

Les membres ont présenté «leurs condoléances les plus sincères aux victimes de ces actes odieux et à leurs familles ainsi qu'au peuple syrien». D'ordinaire, le Conseil de sécurité offre ses condoléances au gouvernement du pays touché par ce genre d'attaques.

Plus tôt, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'était dit «très inquiet» de l'escalade de la violence dans le pays et avait appelé le régime du président Bachar al-Assad à appliquer «complètement» le plan de sortie de crise de la Ligue arabe.

Sur le plan diplomatique, les 15 membres du Conseil de sécurité s'efforçaient toujours à rendre digeste un projet de résolution condamnant les violences perpétrées «par toutes les parties, y compris l'usage disproportionné de la force par les autorités syriennes» présenté par la Russie. Les puissances occidentales ont jugé ce texte trop timoré.

L'ambassadeur allemand Peter Wittig a indiqué que les nations européennes souhaitaient que le texte soutienne plus fermement la décision de la Ligue arabe de sanctionner la Syrie. Il faudrait aussi, à ses yeux, que la résolution appelle à «la libération des prisonniers politiques» et que «soit clairement exprimée la nécessité de traduire en justice ceux qui ont commis des violations des droits de l'Homme».

En contrepartie, l'ambassadeur russe Vitali Tchourkine a refusé que soit «abandonnée toute référence à la violence générée par les éléments extrémistes de l'opposition» au régime syrien. M. Tchourkine refuse par ailleurs que le texte fasse mention d'un «embargo sur les armes». «Nous savons très bien ce que signifie un embargo sur les armes. Cela veut dire — et nous l'avons vu

en Libye — que vous n'êtes pas autorisé à fournir des armes au gouvernement, mais que tout le monde peut fournir des armes à des groupes d'opposition», a-t-il souligné.

### Le Canada hausse le ton

Ottawa a fait connaître hier de nouvelles sanctions contre le régime de Damas. Le Canada interdit désormais, d'une part, toutes les importations syriennes à l'exception de produits alimentaires et, d'autre part, les exportations de tout équipement de surveillance téléphonique et informatique, en plus de prohiber tout investissement en Syrie, a indiqué le ministre des Affaires étrangères, John Baird.

Le Canada a exporté l'an dernier vers la Syrie pour 60 millions de dollars en produits, tandis que les importations de ce pays se sont chiffrées à près de 17 millions. Il s'agit de la quatrième série de sanctions adoptées par Ottawa depuis le début du soulèvement en Syrie.

En outre, Ottawa ajoute de nouvelles personnes et entités, associées au régime du président Bachar al-Assad, à la liste de celles frappées par le gel de leurs avoirs et l'interdiction de toute transaction avec elles. Quelque 81 personnes et 31 entités figurent actuellement sur cette liste.

«Al-Assad est isolé. Sa réputation de démonstration de violence doit cesser pour de bon. Il doit partir», a déclaré le chef de la diplomatie canadienne.

L'ONU estime qu'au moins 5000 décès sont liés à la contestation et à la répression depuis la mi-mars. Les autorités syriennes font état d'au moins 2000 morts dans les rangs de l'armée et des forces de sécurité.

Le Devoir  
Avec La Presse canadienne, l'AP, l'AFP et Reuters

## LE DEVOIR

[www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

### Comment nous joindre ?

**La rédaction**  
Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Bureau de Québec 418-643-1541

**La publicité**  
Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390